

Questions orales

Hier, le député de Sarnia-Lambton a présenté une pétition à la Chambre. Cette pétition dit notamment:

... que l'industrie pétrochimique est en difficulté à Sarnia et au Canada à cause de la politique fiscale du gouvernement fédéral à l'égard des stocks d'alimentation pétrochimiques; et que des milliers d'emplois sont compromis et à long terme...

Le ministre sait-il que les mesures fiscales et financières proposées dans le cadre du Programme énergétique national promettaient que le prix des stocks d'alimentation de l'industrie pétrochimique ne dépasserait pas 85 p. 100 des cours mondiaux et qu'on ne pensait d'ailleurs pas atteindre ce pourcentage avant 1985? Dans bien des cas, ce chiffre est déjà dépassé.

Mme le Président: A l'ordre.

M. Gurbin: Le ministre est-il disposé à modifier ces mesures.

L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Madame le Président, je n'ai malheureusement pas entendu la dernière partie de la question. Par ailleurs, le député se fonde sur des données essentiellement fausses. Le fait est que le secteur pétrolier de l'industrie pétrochimique est en sérieuse difficulté dans le monde entier. En réalité, l'industrie canadienne est favorisée à cause des prix établis pour les matières premières dans le cadre du Programme énergétique national.

Le secteur pétrolier de l'industrie éprouve aussi de graves difficultés aux États-Unis, où bon nombre d'usines ont fermé. C'est vrai que le secteur pétrolier fabrique un nombre limité de substances qui ne peuvent pas être produites par le secteur gazier. Ce sont cependant des questions très complexes. Je signale au député que s'il a quelque chose d'utile à proposer, mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce, l'écouterait volontiers.

Il ne s'agit pas d'un simple problème d'origine canadienne. Le secteur pétrolier de l'industrie pétrochimique est en sérieuse difficulté partout dans le monde.

ON DEMANDE UNE NOUVELLE POLITIQUE FISCALE

M. G. M. Gurbin (Bruce-Grey): Madame le Président, les entreprises qui ont fermé leurs portes aux États-Unis ont dû le faire à cause de la récession. Il s'agit en l'occurrence d'un problème canadien engendré par la politique fiscale canadienne conçue par le gouvernement libéral. Voilà ce qu'il faut changer.

Le ministre va-t-il répondre favorablement aux industriels et à l'opposition qui lui demandent de proposer une politique fiscale adéquate et susceptible de maintenir les prix de nos matières premières de l'industrie pétrochimique à un niveau inférieur à 85 p. 100 des cours mondiaux et des prix pratiqués par nos concurrents? Le ministre mettra-t-il en œuvre à l'intention de l'industrie pétrochimique canadienne une politique qui permette d'établir à long terme les prix de ses matières premières?

• (1420)

L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Madame le Président, au nom de mes collègues qui sont directement concernés et saisis du problème, je vais certes considérer la question du député comme une instance du parti conservateur à ce sujet. Nous souhaitons tous certes trouver une solution à long terme au problème de l'industrie pétrochimique. C'est ce que le gouvernement s'efforce de faire à l'heure actuelle.

LA SITUATION DE L'INDUSTRIE PÉTROCHIMIQUE DE L'OUEST

L'hon. Don Mazankowski (Végréville): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Il pourrait peut-être nous fournir quelques précisions au sujet des malheurs de l'industrie pétrochimique. Le ministre sait sans doute que le secteur de la transformation du gaz naturel, concentré essentiellement dans l'Ouest, lutte désespérément pour sa survie. Plusieurs projets, dont le montant total s'élève à près de 7 milliards et demi de dollars, sont en veilleuse, surtout parce que l'industrie pétrochimique de l'Ouest a perdu sa position concurrentielle. Elle paye ses matières premières 10 p. 100 de plus que le cours international et celui des États-Unis. Or, il y a deux ans, les producteurs de l'Alberta bénéficiaient des prix inférieurs du quart à ceux de leurs concurrents.

Le ministre s'est-il demandé pourquoi le gouvernement a laissé l'industrie pétrochimique de l'Ouest perdre sa position concurrentielle et pourquoi il refuse de prendre les mesures nécessaires pour lui donner un nouvel essor?

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, je n'ai rien à ajouter à ce que mon collègue vient de déclarer. Nous étudions actuellement le problème qui est extrêmement complexe, puisqu'il faut tenir compte des impératifs de l'industrie pétrochimique tant dans l'Ouest que dans l'Est, des problèmes d'approvisionnement en pétrole et en gaz, de l'industrie pétrochimique proprement dite, etc. La question est actuellement à l'étude, et dès que nous aurons élaboré une nouvelle politique, nous la ferons connaître.

ON DEMANDE AU MINISTRE D'INTERVENIR RAPIDEMENT

L'hon. Don Mazankowski (Végréville): Dois-je comprendre que le gouvernement ne va rien faire pour empêcher l'industrie pétrochimique de mettre 60,000 travailleurs à pied? Nous n'avons pas des mois ou des années devant nous. C'est une question de jours ou de semaines. Pourquoi donc le ministre refuse-t-il d'intervenir?

Des voix: Bravo!

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, je viens de dire que la question est à l'étude. Nous annoncerons d'ici peu une nouvelle politique.

Mlle MacDonald: Vous ne faites même pas la différence entre le prix des matières premières et le prix de l'énergie.